

# Deux jours pour défendre l'hôpital public de proximité

Les 18<sup>e</sup> rencontres de la coordination nationale se déroulent les 24 et 25 mars

La Coordination nationale des comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité se réunira les 24 et 25 mars au centre de congrès Agora. 50 comités, sur les plus de 200 existants, venus de toutes les régions de France seront présents, parmi lesquels bien sûr le comité du Pays d'Aubagne et de l'Étoile "Agir pour l'hôpital", créé en 2008 pour défendre l'établissement Edmond-Garcin et plus généralement l'hôpital public. Un grand débat public sur le thème "Défendre et promouvoir notre service public de santé" est organisé à 17 heures le samedi 24. Le lendemain, la coordination tiendra son assemblée générale statutaire ; 1 000 à 2 000 personnes y sont attendues.

*"Nous sommes honorés que le collectif national ait choisi ce territoire, parce que cela signifie que l'on a été repéré comme porteur de luttes exemplaires pour l'hôpital public",* a souligné le maire d'Aubagne, Daniel Fontaine. Pour Michel Lan, maire de La Destrousse et chef de file du collectif aubagnais, leur présence montre *"le sérieux et l'efficacité de nos actions, de nos mobilisations comme lorsque nous avons apporté les 12 000 pétitions pour l'IRM à l'Agence régionale de santé"*.

Ces 18<sup>e</sup> rencontres (elles existent depuis 2004) ont un double objectif d'échanges d'expériences et de mise en évidence d'un socle commun : "La santé est en danger", fait qui dépasse largement les frontières de l'hôpital public, "la médecine libérale est aussi concernée et nous serons présents", souligne Yves Perrin-Toinin, membre du syndicat de la médecine généra-



Le comité "Agir pour l'hôpital" d'Aubagne a mené plusieurs actions médiatiques, notamment à l'ARS en mai 2011 en apportant 12 000 signatures pour l'obtention d'une IRM. / PHOTO M.MY

le. *"Les collectifs parleront de leurs combats pour la défense et l'amélioration du service public de santé et traceront par la force et la pertinence de leurs propositions des perspectives d'avenir",* précise encore Michel Lan qui a rappelé que *"la population paye de plus en plus cher un accès aux soins, qui est, lui, de plus en plus inégalitaire. 29% des Français ont renoncé à des soins en 2011, faute d'argent, dit-il, ils étaient 13% en 2010, c'est dire, si la dégradation est rapide"*.

Et Josiane Royère, conseillère municipale d'Aubagne en charge de la santé d'insister sur le non-remboursement des médicaments de plus en plus répan-

du et ses conséquences : *"Celui qui est riche peut se soigner, celui qui est pauvre n'a pas accès aux médicaments."*

Pour le collectif "Agir pour l'hôpital", la bataille repose sur cinq points : "La primauté et le respect du service public et la volonté de l'améliorer ; l'égalité territoriale en matière d'offres de soins ; le refus des fusions hospitalières qui se traduisent toujours par des absorptions ; le refus d'une santé soumise aux marchands et le retrait de la loi Bachelot." De tout cela, il en sera questions les 24 et 25 mars avec les comités de Nanterre, Lure, Briançon, Valréas..., des représentants des

candidats à la présidentielle ou des élus comme le maire de La Seyne-sur-Mer, Marc Vuillemot, qui se bat pour que la maternité ne déménage pas au futur centre hospitalier de Sainte-Musse à Toulon. Un dossier bien connu de la Coordination nationale qui relaie sur son site internet les différentes actions menées sur l'ensemble du territoire hexagonal, dont celle des Varois. *"La défense est une bonne chose, mais l'offensive est encore meilleure",* concluait Daniel Fontaine, qui appelle aussi à faire pression sur les politiques. La période s'y prête plus que jamais.

Marjorie MOLY